

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Recueil spécial n° 151 du 27 octobre 2022

Direction des sécurités – Bureau des préventions et des polices administratives

Arrêté préfectoral n°2022.10.DS.0784 portant restriction de vente de carburant sous forme conditionnée dans les stations-services et interdiction de cession, vente et utilisation de pétards pendant les fêtes d'Halloween, sur le territoire du département de l'Hérault.



Liberté Égalité Fraternité

Affaire suivie par : DS / BPPA

Montpellier, le 2 7 QCT. 2022

Arrêté n°2022.10.DS.0784 portant restriction de vente de carburant sous forme conditionnée dans les stations-services et interdiction de cession, vente et utilisation de pétards pendant les fêtes d'Halloween, sur le territoire du département de l'Hérault

Le préfet de l'Hérault

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2215-1;

VU le code de sécurité intérieur :

VU le code pénal ;

VU le code de la défense :

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements :

VU le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Hugues Moutouh en qualité de préfet de l'Hérault (hors classe);

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-03-DRCL-169 du 09 mars 2022 portant délégation de signature à Madame Elisa BASSO, sous - préfète, directrice de cabinet du Préfet de l'Hérault ;

Considérant les nuisances sonores occasionnées par l'utilisation des pétards ;

Considérant les dangers, les accidents, les risques de panique et les atteintes graves aux personnes et aux biens qui peuvent résulter de l'utilisation inconsidérée des pétards particulièrement sur la voie publique et dans les lieux de rassemblement;

Considérant que cette utilisation est notamment le fait de mineurs ;

que les risques de troubles à la tranquillité et à l'ordre public provoqués par l'emploi de Considérant ces pétards sont particulièrement importants à l'occasion des festivités de la fête d'Halloween;

les incendie volontaires, les dégradations de mobilier urbain et les rixes avec les forces Considérant de l'ordre constatés sur le territoire national à l'occasion de précédentes fêtes

d'Halloween;

que le maintien du bon ordre, de la sécurité et de la salubrité publiques ne peut être as-Considérant

suré que par des mesures restreignant les modalités de distribution des produits pétro-

liers, sous forme conditionnée;

SUR proposition de la directrice de cabinet du préfet de l'Hérault ;

Préfecture de l'Hérault Place des Martyrs de la Résistance

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La cession, la vente et l'utilisation de pétards de toutes catégories est interdite sur l'ensemble du département de l'Hérault du 31 octobre 2022 à 7h au 1er novembre 2022 à 18h.

La vente, l'enlèvement et le transport d'alcool ménager, carburants en jerricans, citernes ou tout autre récipient portables sont interdits sur l'ensemble du département de l'Hérault sur la période du 31 octobre 2022 à 7h au 1er novembre 2022 à 18h.

Cette interdiction ne s'applique pas aux professionnels justifiant d'une activité rendant nécessaire l'approvisionnement en carburants sous forme conditionnée (notamment entretien d'espaces verts ou professionnels du bâtiment).

Pour bénéficier de cette dérogation, les professionnels mentionnés au présent article devront présenter un justificatif de leur activité professionnelle (notamment carte professionnelle, Kbis, attestation de l'INSEE).

ARTICLE 2 : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de l'Hérault, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Hérault, les maires du département de l'Hérault, les dépositaires et revendeurs d'artifices de divertissements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Le préfet, Pour le préfet et par délégation La sous-préfète, directrice de cabinet

Élisa BASSO

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi n° 2020 - 290 du 23 mars 2020, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr